

MOSCOU

Philippe HAERINGER

1. CONTEXTE POLITICO-ADMINISTRATIF

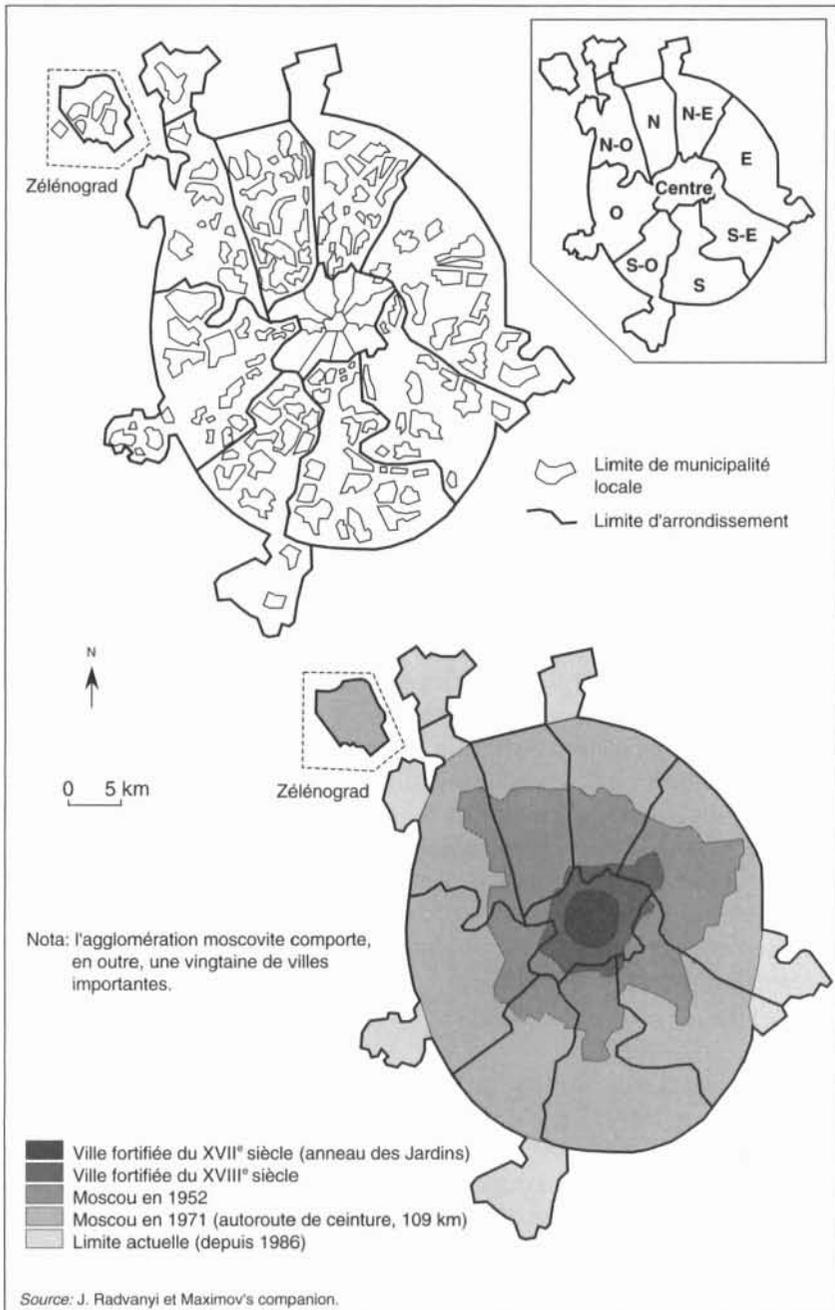
Selon la constitution de 1993, la Russie est une fédération de 89 « sujets » égaux en droit, dont 57 entités administratives (essentiellement des régions ou *oblasts*) et 32 entités « nationales » (républiques et territoires autonomes). Moscou est la capitale de la Fédération.

Contrairement aux autres villes de la Fédération, Moscou partage avec Saint-Pétersbourg le privilège d'être à elle seule un « sujet ». L'*oblast* du même nom qui l'entoure est un autre « sujet ». Il n'y a pas d'aire métropolitaine, mais la municipalité de Moscou s'est régulièrement élargie, notamment tout au long de ce siècle, afin d'incorporer l'essentiel de l'agglomération à mesure qu'elle s'agrandissait (carte 42). Toutefois, la présence de nombreuses villes satellites, ainsi que le développement rapide de nouvelles formes de périurbanisation, mériteraient soit que l'on recule encore le périmètre moscovite, soit que l'on identifie la tache urbaine quelque part entre les limites municipales et celles, trop vastes, de l'*oblast*.

La ville de Moscou s'étend sur un peu plus de 1 000 km² et celle de l'*oblast* sur 47 000 km².

Une importante réforme de la division administrative de Moscou a commencé en 1991. La ville comporte désormais 10 arrondissements (ou préfectures), qui se divisent en 128 municipalités locales (*raïons* ou *rayons*), elles-mêmes découpées en quartiers (*micro-raïons*). La principale originalité de cette division est que, sauf au centre, tout ce qui n'est pas habitat (espaces industriels, grandes infrastructures, trouées vertes, etc.) a été exclu du territoire des municipalités locales. Celles-ci n'ont donc plus guère de frontières communes et se détachent, comme les îlots d'un archipel, sur l'espace « fédéral » de la ville de Moscou. Les arrondissements eux-mêmes, autrefois organisés autour des

Carte 42 – Moscou : division politico-administrative et expansion urbaine (1986)



grandes avenues radiales, voient aujourd'hui ces axes leur servir de frontières. Cela veut dire que l'on paraît vouloir donner, désormais, la primeur à la gestion des espaces de vie (au sens de l'espace résidentiel ou de la vie quotidienne), au détriment d'une conception essentiellement fonctionnaliste de l'urbanisme soviétique.

Toutefois, sur le terrain, c'est la priorité inverse qui semble s'imposer. La réforme n'a pas suffi à casser le centralisme trop bien ancré des services et des rouages de décision et de financement, de sorte que l'autonomie de gestion locale n'a pas encore pu s'exprimer d'une façon significative. D'autre part, on peut se demander si cette réforme n'a pas eu comme autre but, paradoxal ou complémentaire, de donner les mains libres à la mairie centrale, pour une gestion autocratique des grands dossiers de la ville toute entière (comme celui de la grande voirie). Le comportement « efficace » de Youri Loujkov, maire de Moscou depuis 1992, illustre parfaitement cette thèse.

2. RÔLE ÉCONOMIQUE DE LA MÉTROPOLE

Personne ne semble connaître le poids de Moscou dans le PIB national. En revanche, on cite souvent les deux chiffres suivants : 80 % du chiffre d'affaire des banques et assurances serait réalisé à Moscou, qui bénéficierait en outre des deux tiers des investissements étrangers effectués dans toute la Russie. On peut étayer ces chiffres par un troisième : la part de Moscou dans le trafic aérien du pays avoisine également les 80 %.

Il est cependant malaisé de distinguer, dans ces chiffres, ce qui revient à la fonction de place centrale et ce qui correspond à l'économie réelle du territoire moscovite. On est partagé entre le constat d'une économie mondiale qui se serait coulée dans le moule hyper centralisé de la tradition soviétique, et les nombreux indices qui font soupçonner une insularité grandissante de l'économie moscovite. La violente crise financière de l'été 1998 a révélé une relative indifférence – en tout cas une certaine inertie – des économies régionales face aux convulsions du centre. Les banques locales ont résisté, tandis que les succursales des banques de Moscou mettaient la clé sous la porte.

Sur le terrain moscovite proprement dit, l'économie nouvelle est surtout une économie distributive des grandes marques internationales, mais aussi des importations alimentaires ou manufacturées du sud (Caucase, Turquie, Asie centrale). On peut parler d'une explosion commerciale, qui s'exprime non seulement au centre de la ville, mais aussi, à présent, au plus profond du tissu résidentiel.

La reprise du secteur industriel, autrefois considérable (textile, constructions mécaniques, automobiles, sidérurgie dans la ville satellite

d'Electrostal, ordinateurs dans la *silicon valley* de Zélénograd, etc.), mais devenu obsolète à l'épreuve de l'ouverture, est lente. Les partenaires ou repreneurs occidentaux restent circonspects. Usines fermées ou tournant au ralenti. Les observateurs les plus optimistes parlent d'une chute de production de 50 %, les plus pessimistes avancent le chiffre de 80 %. C'est l'industrie légère qui a le plus souffert de la concurrence extérieure.

Reste le fonctionnement des grands services. C'est sans aucun doute, dans le legs du système soviétique, ce qui a conservé le plus de stabilité. Les transports urbains (et singulièrement le métro), la distribution de l'eau et de l'énergie (électricité, gaz de ville, carburant automobile), le chauffage urbain généralisé et peu onéreux (contribution forfaitaire), voire le téléphone (communications intra-urbaines gratuites), fonctionnent correctement. L'école publique et la santé publique aussi, si l'on fait abstraction du grand délabrement de l'équipement et du niveau misérable des salaires. Pour les mieux nantis, ces faiblesses sont en partie corrigées (comme dans le service des postes ou la communication internationale) par une privatisation haut de gamme ou prétendant l'être. Globalement, les effectifs de la fonction publique se maintiennent, en baisse dans les fonctions centrales, en hausse dans les fonctions locales. La décentralisation est à l'ordre du jour. Mais il faut noter qu'avec la disparition d'un grand nombre d'entreprises, d'appréciables services sociaux internes, notamment dans le domaine de la santé, ont aussi disparu.

3. CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE NATIONAL

	1989
RUSSIE	
Population totale (en millions)	148
% population urbaine	74 %
ARMATURE URBAINE : PRIMAUTÉ	
Rang Moscou	1
Population : Municipalité de Moscou (en millions)	8 à 9
Population : Agglomération de Moscou (en millions)	12 à 13
Population Région métropolitaine de Moscou/pop. totale Russie	8 %
Population Moscou/pop. agglo. de rang 2 (Saint-Pétersbourg)	2

Source : recensement.

Population urbaine : La ville est officiellement définie selon deux critères combinés : taille supérieure à 12 000 habitants, proportion d'actifs non agricoles de plus de 85 %. Mais on inclut dans la population urbaine celle des « bourgs de type urbain », pourvu qu'ils comptent plus de 3 000 habitants majoritairement non agricoles.

La Russie compte environ 148 millions d'habitants. Population en légère régression depuis 1992, en raison d'une chute de la natalité (la norme est d'un enfant par couple), d'une progression de la mortalité (l'espérance de vie a diminué de sept ans en sept ans de « démocratie »... comme se plaisent à le souligner les nostalgiques de l'ordre soviétique), le tout n'étant que partiellement compensé par un solde migratoire positif, brusquement gonflé sous l'effet des rapatriements consécutifs à l'émancipation des républiques sœurs. Il semble qu'un léger redressement démographique s'opère depuis 1997. Mais il faudra attendre les résultats du recensement prévu pour 1999. Le dernier recensement date de 1989.

Le taux d'urbanisation était de 73 % en 1995, après avoir frôlé les 74 % cinq ans plus tôt. Il avait progressé d'une façon spectaculaire tout au long de la période soviétique : 60 % des villes russes ont été créées après 1917.

La population de Moscou oscille entre 8,5 et 9 millions d'habitants. Celle de l'*oblast* est de 6,7 millions d'habitants, dont il est difficile de distinguer ce qui peut être attribué à l'urbanisation moscovite, en l'absence d'une catégorie administrative (aire métropolitaine ?) adéquate. Il pourrait être raisonnable d'avancer un total de 12 à 13 millions d'habitants pour l'ensemble de la région urbaine (Moscou + villes satellites proches + urbanisation diffuse), dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres à partir du Kremlin.

La Russie dispose d'une autre ville « d'importance fédérale » : Saint-Pétersbourg. L'ancienne capitale des tsars compte près de 5 millions d'habitants, mais elle est en perte de vitesse sur le plan économique (un indicateur en témoigne parmi d'autres : le revenu par habitant y est trois fois inférieur à celui de Moscou). Puis viennent 14 villes de l'ordre du million d'habitants, plus une vingtaine de plus de 500 000 habitants. Si l'on attribue 12 à 13 millions d'habitants à l'agglomération moscovite, cela représente 11 à 12 % de la population urbaine du pays, et 8 à 9 % de la population totale de la Russie. Cependant, si l'on évalue la primauté de Moscou dans le cadre de sa région économique (la région *Centre*), d'une taille comparable à celle de la France ou de l'Espagne (485 000 km²), et peuplée de 29 millions d'habitants, on mesure mieux le déséquilibre engendré, ici, par la polarisation urbaine.

4. DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE DE LA MÉTROPOLE

Moscou avait 1,04 million d'habitants en 1897, 2,03 en 1926, 4,54 en 1939, 6,04 en 1959, 8,14 en 1979, 8,79 en 1994. Ce sont les quinze années précédant la deuxième guerre mondiale qui furent les plus

exceptionnelles, mais les années 1960 et 1970 connurent également une forte progression. En longue période, on remarquera que la population de Moscou a quadruplé pendant les quarante premières années du siècle, puis doublé au cours des quarante années suivantes. Depuis lors, l'incertitude résultant d'une urbanisation plus dispersée, mal prise en compte par les dernières retouches du périmètre municipal, ne permettent pas de conclure. Si l'on s'en tient aux 12 ou 13 millions évoqués ci-dessus pour l'agglomération totale de cette fin de siècle, on aboutit à une nouvelle progression de 50 % en vingt ans.

Cette incertitude est propre à susciter un débat de fond, que les chiffres disponibles ne permettent pas d'éclairer. Les évaluations qui circulent renvoient au tassement, voire à la diminution de la population urbaine en général (cf. *supra*, 3), tandis que les débordements hors du périmètre municipal, pourtant spectaculaires (cf. *infra*, 5, 7), font l'objet d'interprétations diverses : résidences d'été, résidences permanentes, résidences alternatives ?

Une analyse globale de l'urbanisation russe révèle que, de 1960 à 1990, à peu près 40 % de la croissance urbaine est due au croît naturel, 45 % au solde migratoire, 15 % à l'intégration de territoires nouveaux. Depuis 1990, c'est ce dernier facteur qui semble prévaloir à Moscou, bien qu'il n'ait encore reçu aucune consécration administrative, ni statistique par voie de conséquence.

Le bassin migratoire naturel de Moscou fut longtemps la Russie centrale. Du temps de l'URSS, la ville capitale recevait aussi des apports de toute l'Union, mais sévèrement réglementés par la *propiska* (autorisation de résidence, strictement liée à l'emploi). Les ouvriers de l'industrie et du bâtiment, d'abord admis provisoirement, constituaient l'essentiel du flux, qui s'est officiellement tari aujourd'hui. En réalité, de nombreuses « brigades » informelles de travailleurs nouvellement étrangers (Ukrainiens, Moldaves, Kasakhs, etc.) travaillent sans *propiska* dans le secteur du BTP, pour des salaires que refuseraient même les chômeurs moscovites. En comptant bien d'autres habitants clandestins, liés au petit négoce et massivement originaires des républiques, intérieures ou non, du Caucase, du Tatarstan ou de l'Asie centrale, ou même, plus récemment, de Chine, on estime à plus de 150 000 (mais n'y en a-t-il pas davantage ?) le nombre des habitants de Moscou-ville ignorés des statistiques. On avance en outre le chiffre de deux millions de « visiteurs » ou de gens de passage ou en mission, dont la capitale supporterait la charge tous les jours... La modestie du premier chiffre et l'apparente outrance du second laissent penser qu'il y a, entre les deux, une population « flottante » aux contours indéterminés.

En principe supprimée par la nouvelle constitution, la *propiska* est pourtant maintenue à Moscou, mais elle peut être achetée, officiellement ou non, à grand prix. Le résultat en est que le principal mouvement

migratoire de la Russie d'aujourd'hui, constitué par les populations russes refoulées hors des nouvelles républiques indépendantes, ne peut prendre place à Moscou : il n'y a pas d'emplois pour la plupart de ces gens. En revanche, les nouveaux grands marchands venus des frontières du Sud, et plus généralement les nouveaux venus engagés dans la conduite de la nouvelle économie, tendent à se regrouper à Moscou en dépit du rejet xénophobe ou culturel dont ils font l'objet de la part des vieux habitants.

5. DYNAMIQUE SPATIALE DE LA MÉTROPOLE

Schématiquement, Moscou se dépeuple en son centre (il n'y a que 230 000 habitants à l'intérieur de l'anneau « des jardins », dans une superficie d'environ 20 km² équivalant aux dix premiers arrondissements de Paris) au profit de la fonction administrative (avant la *perestroïka*), puis des bureaux d'affaires. Bien que de façon inégale, on observe un gradient positif des densités humaines jusqu'à la périphérie de la municipalité. Ce sont donc les ensembles immobiliers les plus récemment construits qui sont les plus densément peuplés. La densité moyenne est d'environ 8 400 habitants au kilomètre carré, pour une superficie de quelque 1 060 km² presque entièrement contenue dans un rayon de 15 à 20 kilomètres à partir du Kremlin. Ce cercle sensiblement oblong est matérialisé par un anneau autoroutier, qui vient d'être entièrement refait. Jusqu'en 1986, le territoire municipal épousait cette forme parfaite. Quelques excroissances (par annexion de quelques communes) lui donnent aujourd'hui la forme d'une pomme de terre germée. Malgré un tissu urbain radicalement différent de celui de l'agglomération parisienne (*cf. infra*), la densité moscovite n'est finalement pas très différente de celle de Paris élargi aux départements de la petite couronne (près de 9 000 hab/km², sur une superficie de 760 km²).

Au-delà de l'anneau autoroutier commence ce qu'on appelait la zone des loisirs ou zone verte, où le couvert forestier (forêt mixte feuillus/résineux) surclasse les terres arables. C'est ici – et au-delà – que se développe aujourd'hui, autour des villes et bourgs satellites (dont quelques-uns seulement ont été incorporés à la municipalité de Moscou), et parmi les *datchas*, sanatoriums et camps de jeunesse (camps de « pionniers ») traditionnels, une importante activité foncière et immobilière entièrement adonnée à des formules d'habitat individuel. Mais on ne sait encore quel poids démographique il faudra attribuer à cette urbanisation en gestation. On ne sait pas encore si elle s'ajoutera ou se substituera au tissu urbain existant (entièrement voué à des formules collectives), ou si elle le dédoublera, renforçant un phénomène de résidence alternée déjà esquissée par la pratique de la *datcha*.

Les acteurs les plus voyants de la dynamique spatiale sont les minorités riches. Les riches nouveaux venus et les anciens nouvellement riches sont confondus dans le concept de « nouveaux Russes ». De nombreux cas de figure les montrent évinçant de leurs logements (notamment ceux du patrimoine bourgeois ou stalinien du centre) des ménages fragilisés par les bouleversements récents. Cette reconquête du vieux parc patrimonial converge avec une volonté de restauration fortement affirmée par le pouvoir municipal, et à laquelle sont conviées toutes les sociétés occidentales désireuses d'installer leurs bureaux ou leurs résidences au centre.

Mis à part cet investissement patrimonial contrôlé et visuellement assez heureux (une charte de couleurs est imposée), les quartiers investis par les « nouveaux Russes » sont aisément reconnaissables par l'architecture baroque (et outrageusement luxueuse) qu'ils mettent en œuvre. Intra-muros, grands immeubles d'appartements, souvent des tours plus ou moins extravagantes. Extra-muros, châteaux, lotissements ou *condominiums* de *cottages*. Il n'y a guère de directions ou de secteurs privilégiés, le tissu urbain légué par la période soviétique étant peu marqué socialement, sinon dans le détail, par îlots.

On distingue cependant de légers tropismes élitistes : l'ouest est l'axe du pouvoir (rejoint, dit-on, par la mafia), le sud-ouest est celui de l'université, le nord-ouest donne la direction de Saint-Petersbourg, et le nord-est est également apprécié. L'obsession de la qualité de l'air confirmerait ces directions. Mais les directions est, sud, et sud-est, plus industrielles et ouvrières, ont aussi leurs quartiers de noblesse car elles regardent les riches régions de la moyenne Volga et de la Mer Noire. En outre, la désaffectation industrielle y offre de nouvelles aubaines foncières.

Si les nouveaux riches transforment le paysage urbain, en revanche les nouveaux pauvres (c'est-à-dire presque tous les autres habitants) ne donnent pas naissance à de nouvelles formes massives d'urbanisation, contrairement à ce que l'on peut voir, par exemple, autour d'une ville brésilienne. Il faut classer à part ce qui se produit autour de la notion de *datcha*, jusqu'ici comprise essentiellement comme une résidence estivale, bien qu'elle soit prometteuse d'une pratique résidentielle originale (cf. *infra*, 7). En matière d'habitat principal, il y a une très forte inertie du système résidentiel antérieur : paupérisés ou non, les ménages ont pu tous conserver, à moins qu'ils n'aient fait l'objet de quelque entourage, les appartements qu'ils habitaient. La plupart de ceux-ci leur ont été attribués en toute propriété pour un prix symbolique. La démographie récessive, ainsi que la coutume persistante d'une cohabitation de trois générations, permettent que le parc de logements « sociaux » existant suffise encore à loger tout le monde en dépit de l'arrêt brutal de sa production.

Un élément nouveau, toutefois, tend à recomposer (peut-être) non pas le paysage physique de la ville, mais la répartition ethnique de ses habitants. Le système autoritaire d'attribution des logements, en vigueur pendant la période soviétique, avait eu pour effet secondaire de brasser les ethnies comme dans une distribution aléatoire. La privatisation des logements et la libération du marché permet aujourd'hui des stratégies de regroupement par affinités ou origines. Ce mouvement est assez généralement perçu, ou plutôt soupçonné, sans que l'on sache encore bien ni son ampleur (et la part des fantasmes), ni vers quelle géographie ethnique on se dirige.

6. PRODUCTION ET OCCUPATION DU LOGEMENT

Moscou intra-muros se caractérise par une domination absolue de l'habitat collectif. Ce n'est pas le cas des autres villes russes anciennes (par exemple les villes de la Volga), qui conservent une strate d'habitat individuel très vivace, faite de petites maisons en bois, avec jardin, qui furent abondamment construites au moins jusque dans les années cinquante. À Moscou, cette strate fut précocement contrariée, puis éradiquée, au profit d'une formidable démonstration – à la russe – des principes énoncés dans la *Charte d'Athènes*¹, mis au service du projet socialiste.

Dans les dernières décennies de la période soviétique, la production du logement moscovite fut donc à peu près exclusivement réalisée en collectifs verticaux de grande série, hors du tissu historique de la ville. Il est important de comprendre que ce nouveau mode d'habitat fut salué et vécu comme une promotion. Aujourd'hui encore, en dépit de sa vétusté et de sa pesante monotonie (comme si Sarcelles s'était étendue à l'ensemble de l'agglomération parisienne), il demeure positivement associé au statut de citoyen. On peut s'en convaincre en regardant les villes russes où le vieil habitat individuel reste très présent : il y est habité par les classes les plus modestes. Un intellectuel, un ingénieur ou un cadre administratif se doit d'habiter un immeuble, même si son confort est minimal, et même si la cage d'escalier est ouverte à tout vent à force de vandalisme ou de défaut d'entretien.

Ce marquage positif explique sans doute que la première génération de ce parc immobilier, contemporain de Staline, exhibe les ornements (pompeux) d'un habitat de privilégiés. Par la suite, Khrouchtchev prit

1. La Charte d'Athènes (1933), largement inspirée par Le Corbusier, proposa la séparation des fonctions urbaines dans les grandes métropoles. Elle préconisa aussi une architecture verticale susceptible de dégager des espaces verts, et de laisser place à des voies de circulation libérées des contraintes de la rue.

le parti d'ouvrir ce privilège à la majorité des Moscovites, dont le nombre progressa rapidement dans les années 1960, beaucoup de nouveaux-venus (appelés par l'industrialisation) habitant alors dans des baraquements provisoires. On reconnaît facilement cette génération d'immeubles par l'économie des moyens mis en œuvre et par leur faible hauteur : cinq niveaux, ce qui permit d'éviter le besoin d'ascenseur. Sous Brejnev, on améliora légèrement la qualité et la méthode constructive, notamment par l'utilisation d'éléments préfabriqués. Les années 1980 ouvrirent quelque peu la gamme architecturale et la diversité des standings. La hauteur des immeubles, mais aussi leur volume, s'accrut considérablement, les plans masse se libérant parfois du carroyage répétitif des immeubles barres.

Dans tous les cas de figure, mais surtout dans les formules modestes des années 1960 et 1970, l'élément végétal est capital. La plupart des quartiers du grand Moscou sont construits, en quelque sorte, dans la forêt. Les espaces sont immenses. Les Moscovites parlent de leur cour, élément capital de leur socialité, mais cette cour, ouverte ou fermée, est toujours à l'échelle d'un parc ou d'un morceau de forêt. Les avenues elles-mêmes sont très arborées. On rappellera qu'en dépit d'un tissu si lâche, les densités sont globalement comparables à celles de l'agglomération parisienne (cf. *supra*, 5).

Qui construisait ? En premier lieu la municipalité, qui avait déjà en charge le parc immobilier de la vieille ville (anciens appartements bourgeois généralement divisés en appartements communautaires). C'est elle qui construisit les ensembles les plus normatifs et destinés au plus grand nombre. Le deuxième promoteur est pluriel : il s'agit des services et des départements de l'État, des branches industrielles, etc. Les localisations sont alors choisies. C'est ici que l'on retrouve la *nomenklatura*, les élites, plus largement les grands corps (députés, syndicalistes, militaires, scientifiques, etc.), regroupés soit dans des ensembles clos et protégés, soit derrière les façades les plus démonstratives au long des artères les plus nobles. C'est aussi dans cette filière que l'on trouve les habitats liés aux industries, évidemment à proximité de celles-ci. Enfin une troisième filière est celle des coopératives immobilières. Elle fut longtemps exceptionnelle et expérimentale, n'intéressant que des intellectuels trop mal placés pour rejoindre les élites comme pour accéder aux logements communaux. Mais dans les années 1980, cette formule se développa.

Aujourd'hui, comme chacun sait, le marché de la construction est libéré. Mais il ne fonctionne que pour la minorité qui tire ses revenus de l'économie nouvelle. Les prix sont extrêmement élevés. La coupure est totale entre cette nouvelle sphère, très active (mais au grand risque des retournements de conjoncture), et l'ancienne sphère, qui continue d'abriter l'immense majorité des gens.

Revenons à cette majorité. Le statut général était celui de la location, mais à des prix symboliques (inchangés depuis 1928 !). La dynamique était celle du droit au logement, et ce droit évoluait avec le développement du ménage, semble-t-il sans retour en arrière lorsque le ménage venait à se réduire. Cependant, surfaces et équipements étaient calculés au plus juste : 18,2 m² par personne pour l'ensemble de Moscou en 1992. Sachant que la moyenne des ménages était de 2,8 personnes, la superficie moyenne des logements avoisinait 50 m². À noter qu'un ménage est l'ensemble des personnes vivant dans un appartement ; en 1992, 20 % des ménages moscovites réunissaient plusieurs générations.

Depuis 1991, une bonne moitié des logements ont été rachetés (également à des prix symboliques) par leurs occupants. Un marché de la revente s'est instauré, qui a naturellement enrichi les héritiers de la *nomenklatura*, leurs logements plus vastes et mieux situés prenant toute leur valeur marchande. En revanche, les habitants des logements communautaires dans le centre historique (*cf. supra*, 5, 6), souvent des vieilles personnes seules, furent aisément arrachés à un cadre de vie auquel elles étaient attachées, dans le meilleur des cas en échange d'un appartement en périphérie. C'est ainsi que des immeubles entiers furent repris et transformés par les firmes nouvelles venues. Il faut enfin signaler l'émergence, dans l'ensemble du parc collectiviste, d'un marché locatif, amorcé notamment par ceux qui, tentant une installation définitive dans le cercle des *datchas* et des *cottages*, entendent ne pas se séparer de leur appartement moscovite tout en en tirant un profit, ressource nécessaire à leur nouvelle installation.

Le grand problème posé, aujourd'hui, par l'évolution du parc immobilier majoritaire, est celui de sa gestion. La privatisation des appartements n'a pas entraîné la constitution d'un système de copropriété ou de toute autre forme de prise en charge par les propriétaires eux-mêmes (de nombreux analystes de la société russe soulignent son déficit en « citadins » de plein exercice). Tout juste existe-t-il, mais seulement dans certains quartiers (surtout au centre de la ville), des « comités d'autogestion » qui fonctionnent essentiellement comme des groupes de pression, très revendicatifs à l'égard des projets gouvernementaux lorsqu'ils apparurent à la fin des années 1980, plus coopératifs aujourd'hui. Les parties communes et les espaces verts continuent d'être, en principe, entretenus par les « bureaux d'exploitation » (JEK) dans le cadre des municipalités locales, chapeautés au niveau de Moscou par un « comité de l'administration locale ». Mais, comme dans tous les secteurs fondés sur l'ancienne économie, les moyens financiers mis en œuvre ne sont plus du tout en rapport avec les coûts.

Ce n'est pas faute de se retourner vers les « usagers ». Les frais afférents à leur logement, qui étaient pris en charge à plus de 90 % à l'époque soviétique, ne sont plus couverts qu'à 50 %, en attendant sans

doute de ne plus l'être du tout dans les cinq années à venir. Mais tout cela reste calculé à l'aune de l'ancienne économie, et des salaires et pensions de la majorité, qui appartiennent à la même arithmétique. Comment sortir unilatéralement de celle-ci sans prendre le risque de jeter les gens à la rue, où il n'y a pas d'alternative, et où un froid mortel règne neuf mois sur douze ? Le débat d'Istanbul (HABITAT II, juin 1996) sur le droit au logement, peu réaliste pour bien des pays du Sud, prend néanmoins tout son sens dans la ville russe.

Il y a pourtant une autre façon, plus ouverte, de regarder cette ville russe. C'est en regardant son double. Sur la trace des *datchas*, Moscou donne en effet le sentiment qu'il se reproduit en figure inversée au-delà de son anneau autoroutier¹.

7. POLITIQUES URBAINES

S'il faut, pour conclure, résumer la position des pouvoirs publics en matière de développement urbain, on rappellera trois ou quatre points parmi ceux que nous avons déjà rencontrés au long de ces pages. Le plus évident est le passage, par impuissance autant que par doctrine, d'un autoritarisme producteur de *toute* la ville à un laisser-faire qu'il faut, toutefois, relativiser. Certes, la puissance publique n'est plus productrice du logement de la majorité, mais ce désistement n'a pas, pour autant, donné lieu à une production privée de rechange, du moins pas dans le périmètre municipal qui, pourtant, englobe l'essentiel de l'agglomération. L'espace foncier reste maîtrisé, ne laissant aucune prise à une urbanisation populaire légale ou illégale. Seuls les investisseurs de haut vol, intéressés par une clientèle argentée, parviennent à se placer en négociant des baux de longue durée. C'est par la *gentrification* que s'opère, systématiquement dans le cœur historique, ponctuellement ailleurs, une certaine révoation/densification de l'espace construit.

Dans le domaine du logement majoritaire, le laisser-faire s'exprime surtout par l'immobilisme en matière de réalisations, et par le retrait en matière de gestion. La population est conviée à se contenter du parc existant, vieillissant mais chauffé, et à se satisfaire d'en être devenue propriétaire. La privatisation ne concerne cependant que les appartements, laissant les parties communes dans un quasi-abandon. Les services publics d'entretien sont toujours en place, mais sont dépourvus de ressources. La notion de copropriété, et les outils gestionnaires qui lui sont attachés, n'ont pas encore pu prendre le relais.

1. Se reporter à l'encart sur Moscou dans la 1^{re} partie de cet ouvrage.

L'idée d'un laisser-faire est contredite par la présence d'un pouvoir municipal fort, incarné par un maire ambitieux. Malgré quelques mesures bienveillantes en faveur des ménages, comme l'allègement des charges résidentielles ou la bonification des pensions de retraites, les priorités sont ailleurs. Il s'agit de réactualiser, après le choc de l'ouverture et du démembrement, la dimension internationale de la capitale russe. La revalorisation du centre historique est un volet de ce programme. Le projet d'une cité futuriste en est un autre. De gros efforts sont faits pour moderniser les grands axes de circulation, ainsi que pour relancer l'activité économique, la municipalité ne craignant pas de prendre part aux montages associant partenaires russes et étrangers, et à s'impliquer dans les secteurs stratégiques, au risque d'être soupçonnée d'intéressement maffieux. D'une façon générale, la politique municipale vise à se rendre maîtresse du terrain, souvent au prix d'une lutte âpre avec le pouvoir fédéral. La réforme administrative va aussi dans ce sens, laissant toute la fonctionnalité de la ville aux mains de la mairie centrale, les mairies de quartier ne gérant que l'espace résidentiel.

On ne peut pas dire que le pouvoir du maire de Moscou s'arrête aux frontières de l'espace municipal. Il participe, de droit, aux destinées de l'*oblast* de Moscou extra-muros. Les communes périphériques reprochent parfois à la ville capitale de se défausser sur elles de ses besoins d'espace. En même temps, elles se font concurrence pour attirer à elles les projets, privés ou publics, de lotissements pavillonnaires. Qu'il s'agisse de *datchas* ou de *cottages*, elles constituent un cadre alternatif pour une urbanisation alternative. En l'absence d'une instance proprement métropolitaine (l'*oblast*, plus vaste que la Suisse, ne saurait jouer ce rôle), l'immense glacis suburbain prend le caractère d'un espace de liberté ou de jungle, où des fiefs maffieux se font et se défont. On y échappe à la *propiska*, tout comme au centralisme sourcilleux de l'urbanisme moscovite.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ekaterintcheva T. 1999, Bâtir sur un espace occupé. La reconstruction du macro-quartier Kountsevo à Moscou, Mémoire de DEA « Villes, espaces et sociétés », ENTPE et Université Lyon II.
- Haeringer Ph. 1999, Resilience and mirror image. The Moscow housing system in transition, communication, « *IGU Commission Conference on Urban Development and Urban Life* », Nanjing, China.
- Haeringer Ph. 2000, Du saisissement de Moscou à la rage de Shanghai. Deux fausses sorties de l'ordre urbain communiste, communication, « Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités », colloque international du Conseil de l'Europe avec le concours du Ladyss, Strasbourg.
- Kogan L.B. 1996, *On recherche les citoyens !*, Moscou, Éditions GRAAL.

- Kolossov V. 1993, La recherche urbaine en Russie : les nouveaux défis, *L'Espace géographique*, n° 4.
- Kolossov V. 1997, Political polarization at the national and the intra-urban levels : the role of Moscow in Russian politics and socio-political cleavages within the city, *GeoJournal*, 42-4.
- O'Loughlin J., Kolossov V., Vendina O. 1997, The electoral geographies of a polarizing city : Moscow, 1993-1996, *Post-Soviet Geography and Economics*, 38, n° 10.
- Radvanyi J. 1996, *La nouvelle Russie, l'après 1991 : un nouveau « temps des troubles »*, Paris, Masson – Armand Colin.
- Radvanyi J. 1999, Des grands desseins à la gestion du quotidien. Aperçus sur les ambitions de l'administration municipale moscovite, communication, « Séminaire : La diversité citadine » (sous la dir. Ph. Haeringer), Centre de prospective et de veille scientifique, Ministère de l'Équipement, Paris.
- Talipova N. 1998, Les projets de développement de la ville de Moscou, Moscou, Ambassade de France, Poste d'expansion économique.
- UNDP (United Nations Development Programme) 1997, *Human Development Report, Russian Federation*.
- UNFPA (United Nations Population Fund) 1998, *Population and Reproduction Health in the Russian Federation*.
- Vendina O., Kolossov V. 1997, Moscou, retour à la voie normale, in P. Claval, A.L. Saguin, *Métropolisation et politique*, Paris, L'Harmattan.
- Vendina O. 1997, Transformation processes in Moscow and intra-urban stratification of population, *GeoJournal*, 42-4.
- Vendina O. 1998, Le nouveau visage de Moscou et la contribution de la municipalité à la modernisation de la ville, *Géographie et Culture* (à paraître).
- Vichnevski A. 1988, Révolution démographique et fécondité en URSS du XIX^e siècle à la période contemporaine, *Population*, n° 4-5.
- Vichnevski A. 1995, La situation démographique de la Russie au seuil de l'an deux mille, *Le courrier des pays de l'Est*, 401.
- Vichnevski A. et al. 1998, *La population de la Russie 1997*, Population et Société, Moscou (en russe).